



veiligheid van de staat  
sûreté de l'état

**VSSE**

# **RAPPORT ANNUEL** **2020**

**.be**

# TABLE DES MATIÈRES

<b>PRÉFACE DE L'ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL</b>	<b>P 3</b>
<b>FACTS AND FIGURES</b>	<b>P 4</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>P 7</b>
<b>EXTRÉMISME :</b>	<b>P 10</b>
> le salafisme	P 11
> les frères musulmans	P 12
> les activités du PKK en Belgique	P 14
> extrême gauche violente	P 15
> extrême droite violente	P 16
> désinformation	P 18
<b>L'INGÉRENCE ÉTRANGÈRE DANS L'ISLAM BELGE</b>	<b>P 20</b>
<b>LA BELGIQUE, UN MAILLON DANS LA LUTTE CONTRE LA PROLIFÉRATION</b>	<b>P 22</b>
<b>ISLAMISME ET INGÉRENCE CHEZ LES NORD-CAUCASIENS</b>	<b>P 24</b>
<b>LE TERRORISME DJIHADISTE : L'ÉVOLUTION</b>	<b>P 26</b>
<b>IMPACT DE LA CRISE CORONA SUR LES MÉTHODES DE RENSEIGNEMENT</b>	<b>P 28</b>
<b>ADAPTATIONS NÉCESSAIRES À LA LOI ORGANIQUE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT</b>	<b>P 31</b>
<b>JEUX DE RÔLES ET E-LEARNING</b>	<b>P 32</b>
<b>VERS UN RÉSEAU ICT PLUS SÛR, PLUS RAPIDE, PLUS EFFICACE</b>	<b>P 34</b>

## PRÉFACE

Début 2020, personne n'aurait pu prédire qu'un virus appelé COVID-19 allait dominer toute la société en un rien de temps et que quelques mois plus tard, généralisation du télétravail oblige, les bâtiments d'une partie des institutions nationales, internationales et européennes seraient presque entièrement vides.

Pour la Sûreté de l'État, la première préoccupation était de savoir comment, dans cette nouvelle situation, s'organiser au mieux pour veiller sans relâche à la sécurité de notre pays. Le défi de garantir la continuité de notre travail, qui s'effectue en grande partie via des réseaux sécurisés, était énorme. D'autant plus que nous devons également prendre les mesures pratiques nécessaires pour éviter une épidémie au sein du service.

Heureusement, l'impact du virus sur nos collègues a été maîtrisé. En dehors de la VSSE, cependant, le *lockdown* a créé une nouvelle donne : les extrémistes potentiellement violents - religieux ou idéologiques - ont eux-mêmes été affectés par cette mesure. En d'autres termes, le *lockdown* a aussi limité leur liberté de mouvement et les a condamnés à l'Internet. La menace n'a pas disparu, mais au contraire, sa propagation s'est intensifiée.

Via les médias sociaux, de nombreuses théories conspirationnistes sur la COVID-19 ont été disséminées. Même si le terreau était déjà présent, la pandémie s'est avérée être le parfait prétexte pour dresser davantage des groupes de population les uns contre les autres. L'une des plus grandes menaces de 2020 pourrait donc avoir été la polarisation croissante de la société.

La Sûreté de l'État a également continué à se concentrer sur le contre-terrorisme et le contre-espionnage. En même temps, notre service doit agir de manière proactive et interagir au mieux, entre autres avec le SGRS, l'OCAM, la Police Intégrée,... dans une communauté belge du renseignement et de la sécurité consolidée et soudée. Il doit jouer un rôle moteur et nouer des partenariats qui permettent de répondre plus efficacement aux menaces. Le « besoin de savoir » (*need to know*) doit céder la place au « besoin de partager » (*need to share*).

C'est dans cette logique que les premiers jalons de nos ambitieux projets d'avenir ont été posés. Je pense, par exemple, à la concertation avec le SGRS et avec l'OCAM pour aboutir à un statut unique du personnel tel que prévu dans l'accord du gouvernement. Il s'agit d'une étape indispensable pour développer davantage les synergies déjà initiées entre les services et optimiser les ressources ainsi que l'expertise disponibles dans la lutte contre les menaces. Une fois adopté, ce statut unique facilitera le détachement de personnel pour répondre à des besoins temporaires et spécifiques, par exemple en temps de crise. La mobilité entre les différents services améliorera également la connaissance de la culture de travail des partenaires à long terme. Il permettra également d'identifier plus facilement et de manière plus efficace les possibilités de coopération encore plus étroite.

Entre-temps, la VSSE continue à travailler activement sur les priorités définies dans un Plan Stratégique approuvé par le Conseil national de sécurité, et qui nous sont imposées par l'évolution de notre société.

Jaak Raes,  
administrateur  
général de  
la VSSE



Par exemple, dans le rapport, nous accordons une attention particulière à l'extrémisme. Nous constatons que l'extrême droite est et reste une menace importante et nous nous focalisons sur des expressions concrètes d'extrémisme religieux et d'extrémisme d'origine étrangère qui se manifestent en Belgique, « l'extrémisme exogène ».

Je vous souhaite beaucoup de plaisir de lecture !

Jaak RAES  
Administrateur général

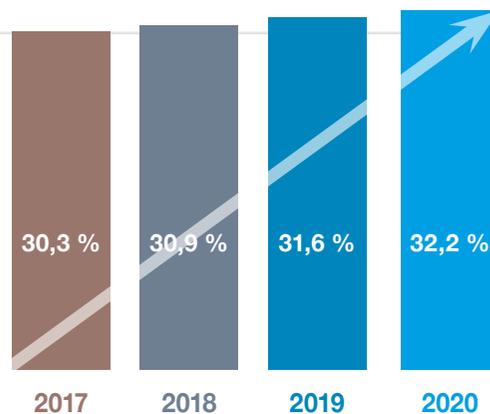
# FACTS AND FIGURES

*Le nombre d'enquêtes de sécurité effectuées par la VSSE a continué de croître en 2020. Force est également de constater que le pourcentage du personnel féminin au sein de la VSSE est en constante augmentation depuis plusieurs années. Le nombre de messages entrants et sortants de et vers la VSSE reste élevé en 2020.*

## HAUSSE DU POURCENTAGE DE FEMMES AU SEIN DE LA VSSE



Dans sa politique de recrutement, la VSSE valorise la diversité. Ainsi, le nombre de femmes a progressivement augmenté ces dernières années.



16 992	2016	4 950
--------	------	-------

31 946	2020	7 361
--------	------	-------

## IN-OUT: FLUX D'INFORMATIONS DE ET VERS LA VSSE

En 2020, la VSSE a traité un peu moins de 32 000 messages entrants et plus de 7 300 messages sortants.

Les messages entrants proviennent des autorités belges (police, OCAM, SGRS, parquets, établissements pénitentiaires, Direction générale Centre de crise, SPF Justice, SPF Intérieur, SPF Affaires étrangères, etc.) et de services homologues étrangers.

Les messages sortants sont destinés aux autorités (politiques, administratives et judiciaires) belges et aux services partenaires, ainsi qu'à nos homologues étrangers.

## DIMINUTION TEMPORAIRE DU NOMBRE DE DEMANDES DE VÉRIFICATIONS DE SÉCURITÉ

Lors d'une vérification de sécurité, la VSSE examine si la personne pour laquelle cette vérification a été demandée figure dans les bases de données du service. L'essentiel des vérifications nous est confié par l'Autorité Nationale de Sécurité ([nvoans.be](http://nvoans.be)).

La demande de vérifications de sécurité n'a cessé d'augmenter année après année depuis les attentats de 2016. En 2020, cependant, ce nombre a chuté de 19,52 % en conséquence de la crise liée au coronavirus. En raison de la pandémie, il n'y a eu pratiquement aucun sommet européen, le trafic aérien a été paralysé et le nombre de demandes d'asile a fortement diminué en raison des restrictions drastiques en termes de mobilité.



## HAUSSE DU NOMBRE D'ENQUÊTES DE SÉCURITÉ

En 2020, 7 415 enquêtes de sécurité ont été effectuées, soit une augmentation de 11,5 % par rapport à 2019. La tendance à la hausse de ces dernières années se poursuit donc, malgré la crise liée au coronavirus.

Les enquêtes de sécurité sont généralement effectuées à la demande et sous la supervision de l'Autorité Nationale de Sécurité (ANS). Lors de ces enquêtes, il est vérifié si le demandeur est fiable, loyal et intègre et/ou dans quelle mesure il pourrait être vulnérable aux pressions extérieures. L'enquête de sécurité est nécessaire afin de pouvoir délivrer une habilitation de sécurité. Cette dernière est à son tour nécessaire pour toute personne amenée à traiter, dans le cadre professionnel, des informations classifiées ou travaillant dans un environnement sensible.





# INTRODUCTION

*2020 n'a pas été une année comme les autres. La Covid-19, principal ennemi de notre pays, a réussi à perturber nos vies de manière inédite.*

*Pour la Sûreté de l'État également, la pandémie a entraîné des défis inédits. Le travail d'un service de renseignement, qui se passe majoritairement sur des réseaux sécurisés et classifiés, rend le télétravail impossible à grande échelle. Dans le même temps, c'est notre devoir vis-à-vis de notre personnel de lui permettre de travailler dans les conditions les plus sûres possibles. Toutefois, la VSSE est un service essentiel. Afin de pouvoir poursuivre notre travail et garantir la sécurité de nos citoyens, nous nous sommes donc adaptés à cette nouvelle situation.*

*Mission de la VSSE : nous protégeons discrètement une Belgique libre et sûre avec des renseignements au service de la démocratie.*

## LA DÉSINFORMATION SE MULTIPLIE

La crise sanitaire mondiale a également servi de catalyseur à une menace qui nous préoccupait depuis un certain temps : la désinformation. Selon une définition européenne, il s'agit « d'informations manifestement fausses ou trompeuses qui sont créées, présentées et diffusées à des fins de gain économique ou pour tromper délibérément le public, et qui peuvent causer des dommages dans le domaine public ».

L'utilisation de la désinformation par des puissances ou des groupes « hostiles » est bien connue par les services de renseignement. La propagande est utilisée sous toutes ses formes depuis fort longtemps et l'information est manipulée de diverses manières. Les acteurs étrangers utilisent les mêmes techniques depuis des années afin d'influencer les processus décisionnels d'autres pays. De même, certains groupes ou individus extrémistes utilisent habilement ces techniques.

Dans ce cadre, les circonstances exceptionnelles de 2020 ont constitué le terreau idéal pour une augmentation sans précédent de la désinformation. En outre, l'utilisation des médias sociaux comme source d'information a connu une croissance exponentielle. Les possibilités de manipulation et leur impact sont ainsi devenus infiniment plus grands qu'auparavant. Bien que la VSSE n'agisse pas comme un pur vérificateur de faits - cela ne relève pas de ses missions légales - elle joue un rôle dans la lutte contre la désinformation, surtout lorsque celle-ci est utilisée comme un outil dans le cadre d'une menace plus large d'ingérence ou d'extrémisme (de gauche comme de droite).

La VSSE entend se concentrer avant tout sur la sensibilisation du monde politique et des différentes autorités, et par extension du grand public, afin de les armer



contre la diffusion délibérée de la désinformation. Nous détaillons plus loin dans ce rapport annuel, le travail que nous menons concernant cette menace. Sur notre site Internet ([www.vsse.be](http://www.vsse.be)), vous trouverez également la brochure « *Le danger caché derrière la Covid-19* », dans laquelle nous faisons déjà une mise en garde contre ce danger, dès les premiers mois de la crise sanitaire. Depuis lors, l'attention que nous portons à cette question n'a pas diminué et nous informons régulièrement nos gouvernements de nos conclusions. La VSSE trouve également rassurant que le monde politique soit conscient du problème de la désinformation, comme en témoignent les différentes initiatives prises récemment aux niveaux fédéral et régional.

En 2020, notre service a été invité par la **Commission de lutte contre la radicalisation violente** du Parlement flamand à présenter - avec nos collègues de l'OCAM - notre vision de cette menace. La VSSE a eu l'occasion d'y partager sa vision sur la menace qui, selon nous, émane toujours du terrorisme islamique et de l'extrémisme idéologique et confessionnel.

## LE DANGER DU TERRORISME EXISTE TOUJOURS

La menace terroriste islamique se trouve actuellement dans une phase de restructuration. La défaite militaire du soi-disant État islamique a donné l'impression que le danger du terrorisme a été écarté. Il s'agit toutefois d'une conclusion hâtive, car plusieurs facteurs qui ont contribué à la radicalisation sont toujours présents. En outre, le désespoir des combattants terroristes belges et européens et de leurs familles dans les prisons et les camps en Syrie et en Irak a engendré une grande frustration. Les tentatives pour les aider à s'échapper se sont multipliées.



Nous constatons également que le soi-disant État islamique continue d'avoir une présence structurelle sur plusieurs continents et qu'il tente de s'organiser à nouveau. Ses idées continuent d'inspirer d'autres groupes et individus en

Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, dans le Caucase et en Occident. Al-Qaïda reste également actif sur plusieurs continents, un groupe qui a toujours eu un agenda extérieur, bien que généralement à un peu plus long terme. La menace semble peut-être plus latente et moins importante, mais elle est loin d'avoir disparu.

Sur le plan national, nous sommes confrontés au défi de réintégrer dans la société un nombre important de condamnés pour terrorisme qui arrivent au terme de leur peine. Beaucoup d'entre eux ne représentent plus une menace terroriste, mais un certain nombre d'entre eux devront être surveillés par les services de sécurité même après leur libération. La crise en Syrie et en Irak a entraîné une augmentation des demandeurs d'asile en provenance de cette région, dont la plupart ne représente pas un risque pour notre sécurité. Cependant, notre service a déterminé ces dernières années que parmi ces individus certains avaient commis des actes répréhensibles au nom de l'EI ou d'autres organisations terroristes dans leur pays d'origine. Une bonne coopération entre les différents services, tant au niveau local que national, reste essentielle. En 2020, la coopération s'est encore intensifiée. Il suffit de penser à la réussite du Joint Intelligence et du *Joint Decision Center* et à celle des Fora CT (de nouvelles structures, créées après les attentats, pour l'échange d'information et la prise de décision) et des *Task Forces* locales au niveau local.

## LE GOUVERNEMENT ET LE POLITIQUE COMME CIBLES

Comme mentionné ci-dessus, la crise sanitaire de 2020 a également constitué un terrain fertile pour l'extrémisme idéologique. Outre une tendance accrue à l'armement, principalement dans le chef des extrémistes de droite, nous constatons que le gouvernement et le politique sont de plus en plus présents en tant que cibles légitimes, tant pour l'extrême droite que pour l'extrême gauche. Cela crée évidemment un cocktail explosif dans lequel la violence est de plus en plus tolérée et « justifiée ».

Au niveau international, mais également national, la violence - dans les cercles fermés - est de plus en plus considérée comme un moyen légitime de s'opposer à « l'afflux de réfugiés » ou à « l'islamisation » de notre société. Lorsque la colère se retourne contre les autorités ou le politique en général, ce sont à nouveau les problèmes de « repeuplement » et d'« islamisation » qui échauffent les esprits. En 2020, cette haine à l'encontre des autorités s'est encore accrue à la suite des mesures corona. Dans ce contexte, les politiciens, les institutions démocratiques ou les représentants du gouvernement peuvent également devenir des cibles importantes de la violence d'extrême droite, comme le montrent plusieurs exemples en Europe (nous pensons par exemple au meurtre du politicien allemand Walter Lübcke en 2019).

## RÉSISTANCE À L'ÉTAT

La crise sanitaire n'a pas seulement alimenté la colère des extrémistes de droite. Les appels à la violence ont également augmenté à nouveau dans les cercles d'extrême gauche en 2020. Là encore, le politique et les autorités sont considérés comme les grands coupables et donc des cibles légitimes de la violence. La résistance à « l'État » est plus forte chez les anarchistes insurrectionnels, qui tentent de paralyser la société par le vandalisme ou l'incendie. Les « communistes révolutionnaires » auto-proclamés sont moins à l'origine de la violence dans leur propre pays, mais ils apportent un soutien moral et parfois financier aux prisonniers politiques ou révolutionnaires, ou aux combattants internationaux dans les zones de conflit (par exemple, le nord de la Syrie). Enfin, il existe un large éventail d'autres groupes anarchistes qui sont principalement actifs lors de manifestations où ils affrontent délibérément la police voire les contre-manifestants, ou se livrent à du vandalisme.

La polarisation et l'insatisfaction dans notre pays ont désormais pris une telle ampleur que nous ne pouvons plus parler de phénomène temporaire. En 2021, notre pays restera toujours sous l'influence de la crise sanitaire pendant un certain temps, et les extrémistes de toutes sortes exprimeront donc leur colère, en ligne et en public, souvent attisée par des campagnes de désinformation menées par des acteurs nationaux et étrangers.

Outre la désinformation et les théories du complot, l'année 2020 a également été marquée par les conséquences économiques potentiellement méconnues de la crise sanitaire. De nombreuses entreprises, y compris celles des secteurs critiques, sont en difficulté, ce qui en fait des proies appétissantes pour les rachats hostiles par des acteurs étrangers. Nous ne devons pas être aveugles à cela. La protection du potentiel scientifique et économique (PES) de notre pays est d'ailleurs une des tâches essentielles de la sécurité de l'État. Par le biais de la plate-forme PES, établie sous l'égide du Comité de coordination du renseignement et de la sécurité, la VSSE se coordonne régulièrement avec les autres services compétents sur les mesures à prendre pour protéger notre potentiel scientifique et économique contre l'espionnage et les interférences étrangères. En 2020, les travaux se sont également poursuivis sur une loi visant à introduire un mécanisme de *screening* des investissements directs étrangers. Un tel mécanisme est déjà en place dans de nombreux pays occidentaux et protège la créativité et l'indépendance des entreprises innovantes. Ce mécanisme - s'il est correctement développé et doté des moyens nécessaires - peut offrir une protection efficace contre d'éventuelles actions hostiles qui pourraient viser nos acteurs économiques.

## UNE MISSION MOINS CONNUE

À cela s'ajoute un mandat de la VSSE qui reçoit généralement moins d'attention : la lutte contre la prolifération des armes nucléaires, radiologiques, chimiques et biologiques de destruction massive, généralement appelée lutte contre la prolifération. Ici aussi, la Belgique présente un profil intéressant pour les services offensifs étrangers, grâce à son expertise et à sa contribution au développement de technologies de pointe. Une fois de plus, la réponse est une bonne coopération entre les services de renseignement et les autres services gouvernementaux compétents (douanes, services d'autorisation, trésor, etc.). Vous trouverez ci-dessous de plus amples informations sur cette tâche moins connue, mais non moins importante, de la VSSE.

C'est avec ces dernières réflexions que je conclus ce texte d'introduction. J'espère vous avoir donné un premier aperçu des sujets qui ont retenu notre attention en 2020 et vous avoir également incité à lire la suite de ce rapport annuel. Il ne me reste donc plus qu'à vous souhaiter beaucoup de plaisir de lecture !

Peter Lanssens  
Directeur de l'analyse



## LE SALAFISME

*Le salafisme reste l'idéologie la plus dynamique et la plus violente de l'extrémisme islamiste (consultez également la brochure « Le salafisme en Belgique » sur [www.vsse.be](http://www.vsse.be)). Dans notre pays, le discours salafiste est diffusé par des centres religieux ou des plateformes en ligne et par les médias sociaux. Mais il se propage également dans les établissements d'enseignement à l'étranger où les Belges suivent des cours.*

### LES CENTRES D'ENSEIGNEMENT SALAFISTES AU MOYEN-ORIENT ATTIRENT DES BELGES

Depuis plusieurs années, la VSSE observe que certains centres d'enseignement salafistes situés en Egypte et dans la région du Golfe, jouent un rôle-clé dans la propagation du salafisme en Belgique. Leur influence se diffuse par l'intermédiaire d'étudiants de Belgique qu'ils parviennent à attirer.

Pour qui est désireux de développer ses connaissances religieuses au Moyen-Orient, la péninsule arabique représente une destination de premier choix. Cet attrait s'explique avant tout par le prestige de ses centres d'enseignement islamiques ainsi que par leur politique de

recrutement. Ils prennent en charge la quasi-totalité des frais d'études pour les étudiants internationaux (bourses, logements gratuits, billets d'avion). En contrepartie, ils s'attendent à ce que leurs étudiants deviennent à leur retour des « ambassadeurs » religieux et se livrent au prosélytisme. En ce sens, ces centres constituent de véritables « fabriques de propagandistes salafistes ». En Belgique, la VSSE a remarqué qu'une cinquantaine (ou près de 40 % de l'ensemble des diplômés) de leurs diplômés occupent ensuite des positions de leadership au sein de leur communauté locale (entre autres imam, professeur, conférencier, rédacteur de contenu religieux online, ...).

À côté de la région du Golfe, l'Égypte constitue un autre pôle d'attraction majeur. Cependant, les dynamiques de

« En Belgique, près de 40 % des diplômés des centres saoudiens occupent, à l'issue de leur formation, une position de leadership au sein de leur communauté locale. »

recrutement et la politique prosélyte de ces centres diffèrent de celles de leurs homologues du Golfe. Le coût de la vie est faible et l'offre d'enseignement est flexible. À titre d'exemple, les centres égyptiens ne subventionnent pas leurs étudiants. Par ailleurs, alors que les institutions du Golfe poussent leurs étudiants à retourner dans leur pays d'origine pour y prêcher, les centres égyptiens valorisent le concept de « *hijrah* » (émigration dans un pays ou un territoire considéré comme « islamique »). Une fois installés à l'étranger, certains de ces émigrés belges fondent alors leur propre école salafiste. D'autres sont recrutés au sein d'entités salafistes locales afin d'attirer de nouveaux étudiants européens ou d'adapter le contenu de ces centres à une audience européenne.



## LES FRÈRES MUSULMANS

*Outre le salafisme, d'autres courants de l'Islam peuvent également conduire à des comportements antidémocratiques, à la polarisation ou à la violation des droits fondamentaux. En ce sens, les Frères musulmans, par exemple, constituent une menace.*

### L'IMPORTANCE DES FRÈRES MUSULMANS EN BELGIQUE

Les Frères musulmans, qui ne comptent qu'un nombre limité de membres dans notre pays, ont une vision à long terme contraire au bon fonctionnement de l'ordre constitutionnel et de la démocratie.

Parmi les mouvements islamistes, les Frères musulmans est le plus ancien et également l'un des plus influents, avec des ramifications mondiales dans plus de 90 pays ayant chacune, au fil des ans, développé une dynamique propre. Même si l'organisation mère égyptienne a manifestement gagné en importance et en influence, c'est principalement au niveau européen qu'il existe une cohérence claire et une coordination. Les idées et la vision du fondateur du mouvement, Al Banna, et de penseurs influents tels que Qutb et Al Qaradawi, jouent un rôle de ciment idéologique à ce niveau.

### VISION COMMUNE

La vision commune comprend différents éléments, notamment la notion d'islam en tant que système universel et global, supérieur à tous les autres systèmes de croyances et politiques. De plus, cette conviction est à l'origine de l'activisme social et politique des Frères musulmans.



Drapeau des frères musulmans.

Le prosélytisme (« *dawa* ») représente le moyen le plus approprié pour y parvenir, par le biais, entre autres, de la prédication et de l'enseignement (religieux). Dans ce contexte, les Frères musulmans se considèrent comme une avant-garde élitaine appelée à rassembler et diriger différentes communautés musulmanes. Ils visent à occuper des positions sociales influentes afin de pouvoir changer la société occidentale « de l'intérieur » et tentent également d'influencer la politique gouvernementale par différents moyens.

Les Frères musulmans estiment que les valeurs et le mode de vie occidentaux et islamiques sont fondamentalement incompatibles. Selon eux, l'Occident est hostile à l'islam et n'est pas enclin à accepter la charia. Ils optent dès lors pour une approche pragmatique et progressive. Ils tentent de cultiver une image modérée, en dissimulant leurs intentions et convictions véritables. Le langage et le discours sont adaptés au public visé.

## SITUATION EN BELGIQUE

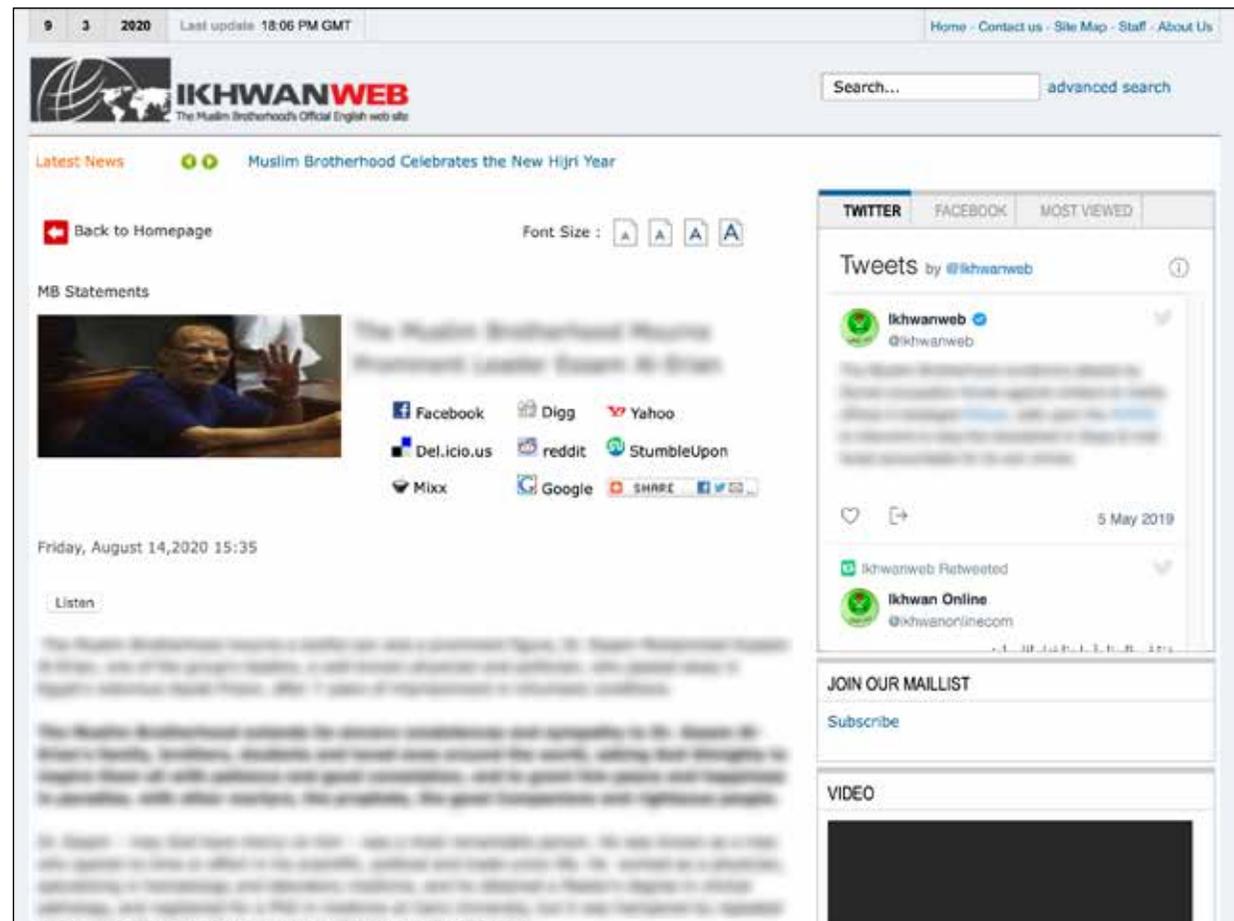
En Belgique, les « Frères musulmans internationaux » sont représentés par une organisation, La Ligue des Musulmans de Belgique (LMB), qui compterait seulement une cinquantaine de membres et une centaine de partisans ou sympathisants. Notre pays abrite également le siège du *Council of European Muslims* (CEM ; l'ancien FIOE), une organisation faïtière européenne qui défend les intérêts des Frères musulmans auprès des institutions européennes.

Depuis quelques années, les Frères musulmans organisent, principalement dans la capitale, un large éventail d'activités gratuites. Ils lancent notamment de nouvelles initiatives dans le domaine de l'enseignement et de la formation (des écoles primaires et secondaires), mettent en place des sections spécifiques pour jeunes et étudiants, ils ont leur propre mouvement scout ainsi que d'autres activités destinées aux enfants.

On retrouve aussi les Frères musulmans, souvent bardés de diplômes, dans de nombreuses asbl, et autres organisations, dans tous les domaines de la société. Ils paraissent dès lors plus influents et plus importants que ce à quoi l'on pourrait s'attendre au vu de leur nombre limité de membres.

Les Frères musulmans respectent les règles démocratiques et la loi, et poursuivent à court terme des objectifs supposés légitimes. Or le discours, les convictions et la vision adoptés en interne à plus long terme sont contraires au bon fonctionnement de l'ordre constitutionnel et de la démocratie. Pour la VSSE, les Frères musulmans sont un mouvement extrémiste.

« On retrouve aussi les Frères musulmans, souvent bardés de diplômes, dans de nombreuses asbl et autres organisations »



Site Internet officiel des Frères musulmans

## EXTREMISME EXOGÈNE

## LES ACTIVITÉS DU PKK EN BELGIQUE

Tant l'extrémisme idéologique que religieux peuvent avoir un fort effet de radicalisation et peuvent représenter une menace. Il s'agit d'une menace endogène lorsqu'elle se développe en Belgique. Mais l'extrémisme exogène constitue également une menace aujourd'hui : il s'agit d'un extrémisme qui se manifeste en Belgique, mais dont les racines et les objectifs se trouvent principalement à l'étranger.

Certains de ces extrémistes luttent d'ici contre les autorités de leur pays d'origine et sont considérés comme des terroristes : leurs cibles et objectifs principaux se trouvent dans leur pays d'origine. Ils ne constituent peut-être pas une menace directe pour la Belgique, mais notre pays sert de base d'opération pour leurs activités et cela est problématique. En effet, ces organisations peuvent représenter une réelle menace extrémiste, voire terroriste, pour leur pays d'origine, ou pour les intérêts et les ressortissants de ce pays en Belgique.

## PKK

Les activités du PKK (*Partiya Karkeren Kurdistan*), le groupe autonome kurde fondé par Abdullah Öcalan en 1978 en Turquie, relèvent de l'extrémisme exogène. Le PKK, qui mène depuis 1984 une insurrection armée contre l'État turc dans diverses régions peuplées de Kurdes, a récemment concentré ses efforts sur le nord de la Syrie et les zones autonomes kurdes du Rojava, ainsi que sur le Kurdistan irakien où se trouvent des camps de guérilla.

L'organisation figure sur la liste européenne des organisations terroristes et dispose d'une aile militaire qui

recourt parfois à la violence lourde pour atteindre ses objectifs. Cependant, en Europe et en Belgique, où il existe une importante diaspora kurde, le PKK promeut la non-violence comme principe pour protéger son image et influencer la diaspora. Son principal **objectif politique** reste d'être retiré de la liste européenne des organisations terroristes. Le PKK veut être accepté par la communauté internationale comme un acteur légitime et de premier plan dans la question kurde.

## CENTRES DE SOUTIEN EN BELGIQUE

La Belgique joue un rôle central au sein des structures européennes du PKK. L'organisation, traditionnellement basée dans notre pays, dispose de centres de soutien politique tels que le Congrès national du Kurdistan (KNK - *Kongra Netewî ya Kurdistan*) à Bruxelles. Le KNK est la base principale de l'activisme politique du PKK en Europe.

Le PKK exploite également un réseau d'associations locales (*dernek* ou *merkez* en kurde) composées de militants de base de l'organisation. Leurs activités sont politiques (manifestations, grèves de la faim...), sociales (accueil des réfugiés kurdes), financières (collecte de l'impôt révolutionnaire) et culturelles (conférences, cours de langue, festivals, commémorations). Toutes ces organisations sont réunies au sein d'une fédération nationale (NAV-BEL).

Le PKK possède également plusieurs sociétés de médias dans notre pays qui produisent de la propagande pour leurs chaînes de télévision et de radio.

Le PKK utilise principalement le territoire belge

- > pour des manifestations ou des actions de solidarité liées aux développements actuels du conflit kurde et pour gagner en influence politique ;
- > pour recruter de nouveaux partisans ;
- > pour le soutien logistique et financier de l'organisation ;
- > comme base de repli pour les militants blessés.

## L'EXTREMISME : LA PRINCIPALE MENACE

La principale menace que représente le PKK dans notre pays est l'extrémisme. C'est une conséquence de la structure hiérarchique et de l'idéologie autoritaire de l'organisation, qui a une forte empreinte sur la diaspora kurde. Chez nous, le PKK a également des liens avec d'autres mouvements extrémistes turcs et avec divers groupes d'extrême gauche.

À tout moment, l'organisation peut mobiliser une masse de partisans. Cela peut entraîner des perturbations de l'ordre public et des tensions avec la communauté turque, voire même se terminer par des violences.

## INGÉRENCE DU PKK

La présence de nombreuses structures et organes du PKK constitue également une menace d'ingérence. Bruxelles, où se trouvent plusieurs institutions internationales, est une arène politique importante pour le PKK. Afin d'atteindre ses objectifs politiques, le PKK tente d'étendre le soutien dont il bénéficie de la part de la société civile dans notre pays. Ce faisant, il masque son véritable objectif et utilise de faux noms et des couvertures, prétendant représenter tous les Kurdes.

## EXTREMISME IDÉOLOGIQUE

## EXTRÊME GAUCHE VIOLENTE

Présente dans la Belgique entière, mais fortement concentrée à Bruxelles, l'ultragauche, ou extrême gauche violente, comprend les groupes qui recourent à la violence ou en justifient l'usage à des fins de renversement de l'ordre démocratique et constitutionnel, jugé autoritaire (voire fasciste), raciste, sexiste, capitaliste et impérialiste.



## ON DISTINGUE LES TENDANCES SUIVANTES :

- Les **anarchistes insurrectionnels**, soit environ une quinzaine d'activistes, incitent à commettre des attentats, ici et maintenant, contre les dispositifs de sécurité de l'État, les moyens de surveillance électronique, les infrastructures de télécommunication et de transport de personnes, de biens et d'énergie. Le 12 novembre 2020, quatre anarchistes insurrectionnels jadis actifs à Bruxelles ont été condamnés en appel à des peines de prison avec sursis.
- Convaincus de la nécessité de la lutte armée, les **communistes révolutionnaires**, dont le noyau compte également une quinzaine de militants, dénoncent le sort que les démocraties occidentales réservent à de prétendus « prisonniers politiques », dont ils justifient les infractions pénales, et soutiennent la cause de la révolution au Rojava. Quelques-uns ont même suivi un entraînement militaire et acquis une expérience du front dans cette région syrienne sous contrôle kurde.
- Des membres de groupes anarchistes et anarcho-communistes tendent à se constituer en « Black Block » lors de manifestations anti-autoritaires, antifascistes, antiracistes, anticapitalistes ou environnementalistes. Leur objectif, en se greffant à des marches de protestation, est d'atteindre la « masse critique » nécessaire au déclenchement d'émeutes urbaines. Un « **Black Block** » peut rassembler jusqu'à une centaine d'individus. En « infiltrant » des manifestations légitimes, ils en discréditent souvent leurs organisateurs et participants par l'usage de la force. De cette façon, ils érodent les protestations légitimes de facto.
- Enfin, aux côtés de ces trois tendances, en émerge une quatrième : **l'éco-activisme radical**, qu'illustre l'occupation, d'octobre 2019 à mars 2021, de la « zad' » (zone à défendre) d'Arlon, où un bois doit disparaître pour y faire un zoning industriel. Des moyens de défense artisanaux y ont été déployés à des fins de résistance aux forces de l'ordre.
- **La crise sanitaire, sociale et économique** liée à la pandémie de Covid-19 a fourni à l'ultragauche belge l'occasion de dénoncer à la fois la faillite de l'État libéral et les mesures liberticides prises à l'encontre de la population. Cependant, les actes de violence susceptibles de lui être attribués sont restés limités en 2020, bien qu'en avril ait été publié un appel à détruire les mâts de téléphonie mobile et les pylônes de ligne électriques à haute tension, ainsi qu'à agresser les policiers et les agents pénitentiaires.

## EXTREMISME DE DROITE

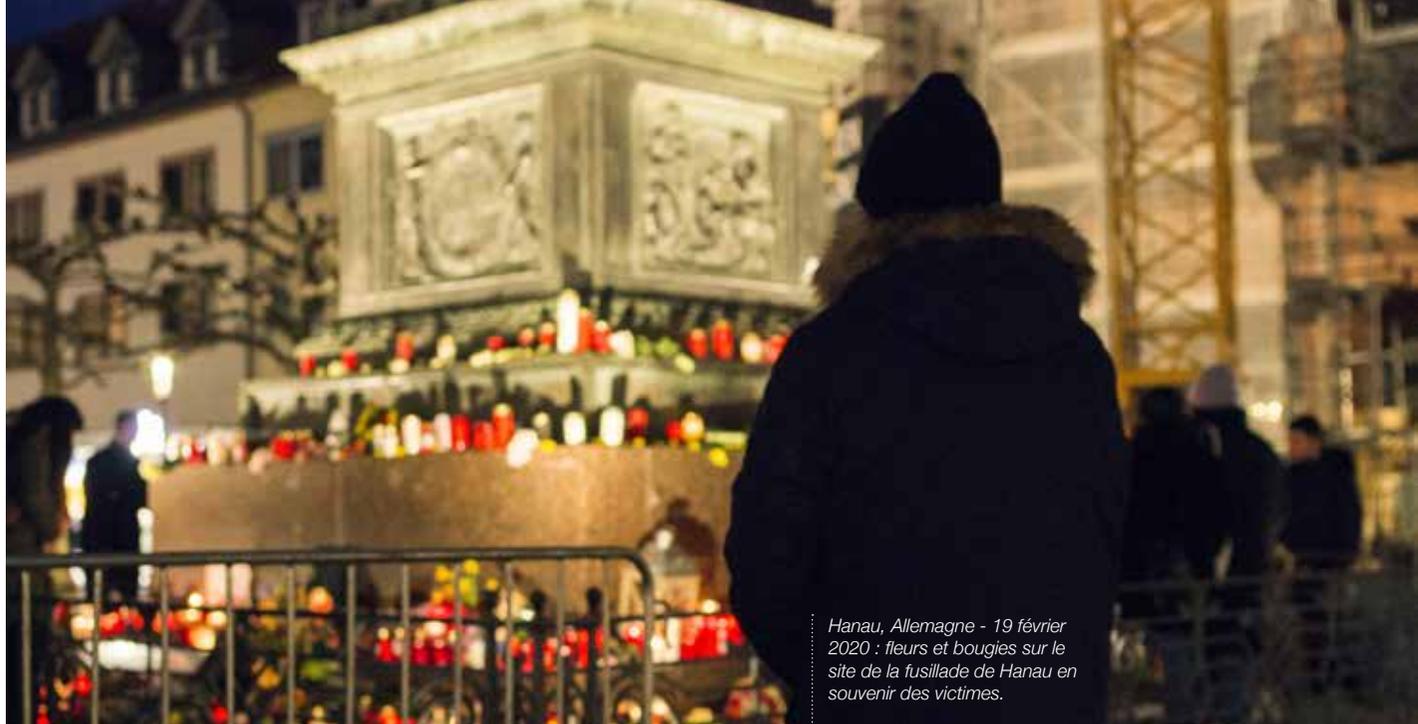
### LA PANDÉMIE

Si en 2020, le nombre de victimes de la violence d'extrême droite a été considérablement plus faible qu'en 2019, la menace n'a malheureusement pas diminué. L'attentat de Hanau, en Allemagne, le 19 février 2020, qui a coûté la vie à neuf personnes, en est une triste preuve.

L'Allemagne a récemment été durement touchée par le terrorisme d'extrême droite. En 2020, le nombre de décès causés par la violence d'extrême droite a dépassé le nombre de décès causés par le terrorisme musulman. Par conséquent, nos voisins de l'Est considèrent le terrorisme d'extrême droite comme la principale menace.

Chez nous, nous constatons que, notamment *online*, on a de moins en moins de scrupules à exprimer des propos haineux et à glorifier la violence d'extrême droite, singulièrement via les médias sociaux et notamment dans des groupes de discussions privés. De plus en plus d'extrémistes considèrent la violence comme la seule réponse aux problèmes que, selon eux, le gouvernement et les politiciens ne peuvent, ou ne veulent, pas résoudre. Le risque qu'un « guerrier du clavier » ait recours à la violence est donc aussi une réalité en Belgique.

La plupart des attentats liés à l'extrême-droite perpétrés dans le monde occidental impliquent des « acteurs isolés » (*lone actors*), qui parfois ont été actifs dans le passé au sein d'un groupe organisé d'extrême droite. Cela semble également être le cas pour la Belgique.



Hanau, Allemagne - 19 février 2020 : fleurs et bougies sur le site de la fusillade de Hanau en souvenir des victimes.

Là aussi, il peut s'agir tantôt d'acteurs isolés inconnus des services de sécurité, tantôt de personnes apparues dans le radar à un moment donné.

Heureusement, notre pays n'a pas encore connu d'attentat d'extrême droite faisant des victimes. Il est clair que la menace de l'extrémisme de droite en Belgique n'est pas aussi grande que celle du terrorisme djihadiste.

### TROIS TENDANCES

Nous pouvons distinguer trois grandes catégories de groupes belges d'extrême droite, même s'ils présentent souvent un mélange de caractéristiques provenant des différents groupes.

**Les néonazis et les skinheads** correspondent au cliché de l'extrême droite et sont les plus facilement repérables. Ce phénomène se manifeste clairement lors d'organisations de concerts néo-nazis. Depuis une décennie, le nombre de ces concerts était en baisse. En 2019, cependant, nous avons à nouveau constaté une légère augmentation avec l'organisation de quelques concerts de

grande envergure. En 2020, pas un seul concert néo-nazi n'a eu lieu dans notre pays. Sans aucun doute, cela était dû à la crise corona.

En 2019, quelques nouveaux groupes néo-nazis ont également vu le jour. Ils n'ont pas manqué d'exprimer leur déception vis-à-vis de la politique en manifestant dans les rues en 2020.

Depuis la crise des réfugiés de 2015-2016, le principal facteur de mobilisation au sein de l'extrême droite reste le militantisme **anti-asile et anti-réfugiés**. Les groupes existants ont déplacé leur champ d'action du nationalisme et du séparatisme vers l'activisme anti-islam et anti-réfugiés, et de nombreux nouveaux groupes sont apparus. Au mieux, ils reprochent au gouvernement de rester passif face aux problèmes perçus de « surpopulation » ou d'« islamisation » de notre société.

Ce « Grand Remplacement » constitue aussi la base idéologique des **mouvements identitaires**. Ce phénomène s'inspire de la **Génération Identitaire française** et de l'**Alt-right américaine**. En Belgique également des

groupements diffusent, auprès de larges couches de la population, les idées sur le « Grand Remplacement » - intentionnel ou pas - de la civilisation occidentale chrétienne. Le fait que ces théories soient aussi parfois proclamées par l'extrême droite en « costume cravate » les rend plus acceptables pour le citoyen lambda. En même temps, les identitaires attachent une grande importance à la forme physique et à la possession d'armes à feu (légal) afin d'être prêts à protéger leur « propre peuple » en cas de besoin.

## VIOLENCE ET HAINE

Les récentes attaques d'extrême droite dans le monde occidental ont montré clairement que la violence n'est plus un tabou. Cela est également évident en Belgique, où divers attentats ont été accueillis par des acclamations et où des manifestes de terroristes d'extrême droite ainsi que des images des attentats circulent sur les médias sociaux pour s'en inspirer. La violence est de plus en plus considérée comme un moyen légitime de s'opposer à « l'afflux de réfugiés ». Certains milieux d'extrême droite acceptent la violence comme un moyen possible, discutent de cibles concrètes et s'exercent au maniement des armes à feu et des explosifs.

Outre la menace de la violence, la menace des prédicateurs de haine augmente. Les exemples d'attaques d'extrême droite en Europe occidentale montrent que la consommation de discours haineux en ligne sur les médias sociaux a souvent été un facteur décisif pour passer de « guerrier du clavier » à terroriste. Ces messages constituent un terreau idéal pour la radicalisation des individus. La VSSE, en coopération avec les partenaires du Plan R (Plan radicalisation, auquel la VSSE participe avec d'autres forces de sécurité) a donc intensifié la surveillance des discours de haine en ligne.

## ARMES ET FORMATION AUX ARMES

En 2020, la tendance au sein de l'extrême droite à s'armer et à rejoindre des clubs de tir n'a pas diminué non plus. Elle s'inscrit dans le cadre de la préparation d'une guerre civile ou guerre raciale que l'extrême droite consi-

dère comme inévitable. Certains groupes organisent même des formations au maniement des armes pour leurs membres. Des armes (à feu) légales et illégales ont été confisquées à plusieurs militants d'extrême droite et des permis de port d'armes ont été retirés.

L'année dernière, les cours de formation paramilitaire à l'étranger, principalement en Europe de l'Est, ont fait l'objet d'une large publicité. Une vingtaine de Belges ayant une idéologie d'extrême droite, pour la plupart des particuliers, a participé à ces formations. Certains centres de formation sont clairement inspirés par l'extrême droite, d'autres sont de nature plus commerciale.

## LE GOUVERNEMENT EST PLUS SOUVENT VISÉ

Alors qu'historiquement, l'extrême droite a toujours pris pour cibles privilégiées les réfugiés, la communauté islamique ou juive, le gouvernement et la politique viennent désormais s'ajouter de plus en plus souvent à cette liste. Après tout, ils sont considérés, consciemment ou non, comme complices du « remplacement » ou de l'islamisation de la société. Des individus et des groupes ont déjà indiqué qu'ils n'attendaient plus rien du gouvernement ou des élections. Les résultats du dernier scrutin et la for-



mation d'un gouvernement les ont renforcés dans cette conviction. En outre, certains extrémistes estiment que les partis populistes de droite les ont aussi laissés tomber.

Le mécontentement à l'égard des autorités a également augmenté, à cause des mesures prises dans le cadre du corona, qu'ils considèrent comme liberticides. En outre, les extrémistes de droite utilisent aussi la crise de la COVID pour pointer du doigt les musulmans et les réfugiés, accusés de ne pas respecter les mesures et ce faisant, de favoriser la propagation de la maladie (voir la publication « *Le danger caché derrière la Covid-19* » sur [www.vsse.be](http://www.vsse.be)). Une petite minorité au sein de l'extrémisme de droite croit également aux théories conspirationnistes les plus folles sur l'origine et la propagation du virus et s'oppose également aux vaccins, car ils modifieraient l'ADN et contiendraient une puce de traçage.

## FORCES COMBINÉES

Alors que par le passé, les groupes d'extrême droite menaient souvent des vies séparées, en partie en raison de leurs origines sociologiquement parfois très différentes, nous avons remarqué l'année dernière qu'ils unissaient plus souvent leurs forces. À l'automne 2019, les manifestations à grande échelle contre la formation du gouvernement ont attiré toutes sortes de groupes d'extrême droite. De tels rassemblements de groupes disparates manifestant ensemble ont à nouveau été observés lors des manifestations organisées contre les mesures corona, en appui à la police l'été dernier à la côte ou encore pour soutenir les jeunes autochtones agressés par des allochtones, comme à Puurs ou à Courtrai à l'automne 2020.

## UNE ATTENTION ACCRUE

Ces dernières années, la VSSE a investi dans la surveillance de la menace de l'extrémisme de droite. Cela se remarque, entre autres, par l'augmentation du nombre de militants d'extrême droite qui sont répertoriés comme « prêcheurs de haine » ou « extrémistes potentiellement violents » dans la base de données commune.

## DÉSINFORMATION

### LA CRISE DU CORONA STIMULE LA DÉSINFORMATION

La désinformation croissante autour de la pandémie de corona a alimenté l'extrémisme.

La pandémie de corona a eu un impact sur divers aspects de la société, notamment sur la diffusion de l'information. La désinformation a battu son plein, ce qui a compliqué la gestion par le gouvernement des risques liés à la Covid-19 et a encouragé l'extrémisme.

### DE QUOI S'AGIT-IL ?

La manipulation de l'information n'est pas une nouveauté. La propagande d'acteurs étrangers ou la diffusion d'informations tendancieuses ou déformées, par des groupes ou des individus extrémistes a toujours été une méthode d'influence et d'ingérence. Ces dernières années, cependant, le contexte a changé : les médias sociaux ont fondamentalement modifié notre relation à l'information. Dans le même temps, le sentiment d'insécurité a augmenté en raison de la succession des crises : les attentats, la pandémie corona, etc. La confiance dans les médias a également diminué. Tout cela crée un terrain propice à la manipulation en ligne, avec un impact jamais vu avant et qui constitue un défi pour la démocratie.

### LA DÉSINFORMATION ET L'EXTRÉMISME DE DROITE

Certains individus et groupes d'extrême droite ont utilisé la pandémie et ses conséquences pour diffuser des messages polarisants. Ils se basent sur des peurs et des frustrations, renforcées par des théories du complot ou d'autres mécanismes de désinformation. Ils utilisent des informations manipulées pour miner la crédibilité des autorités et polariser la société.

Pour certains, le but est de voir leurs convictions réaffirmées. Ils incitent à la haine envers des groupes spécifiques de population qu'ils qualifient de « contaminés », comme les musulmans ou les réfugiés (*dixit par ex. le Parti national européen*). Ou bien, ils veulent susciter la méfiance envers les dirigeants et leurs actions (*SOS Vrijheid en Recht, NATION*). Le phénomène est fort répandu en ligne. Par contre, les manifestations remettant en cause la pandémie, organisées en 2020, se sont limitées à quelques dizaines de militants.

Les idées et les convictions le plus souvent propagées sont les suivantes :

- > l'anti-mondialisation
- > l'opposition à l'ouverture des frontières
- > le déni de l'existence de la pandémie
- > la position « antivax » (il s'agit d'un « vaccin mortel », d'une « modification de l'ADN », d'une « soumission »)
- > la mauvaise gestion de la pandémie
- > le discours anti-autoritaire (scientifique et politique)
- > le rejet des médias traditionnels et du « système ».

Certains se concentrent davantage sur l'approche dite « totalitaire » et comparent les gouvernements européens aux collaborateurs de la Seconde Guerre mondiale. Pour eux, la gestion de la pandémie fait penser à l'atmosphère du roman dystopique « 1984 ». Ils dénoncent la « société de surveillance » (notamment via l'application Coronalert), la censure et le dogmatisme, la contamination délibérée de la population par les Chinois et leurs complices comme l'OMS, la CIA, l'Institut Pasteur... Ils voient l'établissement d'un nouvel ordre mondial par les élites, etc.

L'extrémisme de gauche a également cherché à exploiter les craintes et les frustrations des citoyens afin de susciter la méfiance et la suspicion à l'égard du gouvernement. Des récits ont été diffusés sur un lien entre le virus et le développement de la 5G (*pensez au collectif « Viruswaanin »*). Ici, l'impact est resté limité.

Dans une moindre mesure, des puissances étrangères ont également profité de la crise pour promouvoir leurs intérêts dans notre pays. Pensons à l'opération diplomatique orchestrée par la Chine, qui distribuait des millions de masques buccaux en Amérique latine, ou aux reportages des médias russes, donnant l'impression que l'Europe ne pouvait pas gérer la situation. De même, en mars 2020, un convoi d'aide militaire russe a été envoyé en Italie en grande pompe. Même si la grande majorité des fournitures d'aide se sont avérées inutiles.

## DÉSINFORMATION

# LE RÔLE DE LA VSSE

La désinformation peut être définie comme la création ou la diffusion délibérée d'informations manifestement inexacts ou trompeuses dans le but d'ébranler ou de modifier les opinions et les comportements. Elle influence la prise de décision individuelle ou collective et, en ce sens, présente des parallèles avec **l'ingérence** (« la tentative d'influencer les processus décisionnels par des moyens illicites, frauduleux ou clandestins », voir la loi sur les services de renseignement et de sécurité 30/11/1998).

La désinformation est également monnaie courante dans le chef des **extrémistes**. Les individus et les groupes extrémistes font souvent appel à la peur et à la frustration - des sentiments qui sont alimentés par des théories du complot ou d'autres mécanismes de désinformation. Ainsi, des informations manipulées peuvent accroître la polarisation et faciliter la radicalisation.

**L'ingérence et l'extrémisme** peuvent également se renforcer mutuellement. Nous constatons que des puissances étrangères instrumentalisent souvent des individus ou des groupes extrémistes afin d'attiser la méfiance contre les autorités, l'élite ou les médias et les déstabiliser. Parfois, des gouvernements étrangers les soutiennent directement ou indirectement.

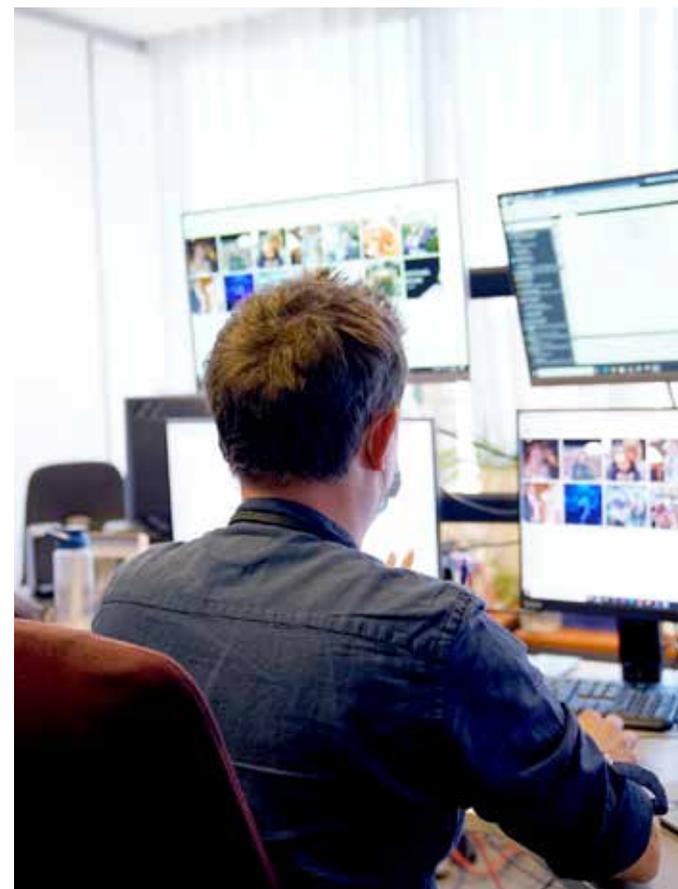
### COMPRENDRE, DÉTECTER ET PERTURBER

Comme pour les autres menaces, nous essayons d'acquérir une compréhension générale du phénomène tout en identifiant les principaux acteurs et leur *modus operandi*. Pour les détecter, nous utilisons nos ressources habituelles complétées par des outils et des techniques spécialisés relevant de la *social media intelligence*.

Ce sont souvent des adeptes de théories du complot (par exemple sur la 5G ou les micropuces dans les vaccins COVID) qui se détournent du gouvernement et de ses institutions. Leur méfiance à l'égard des médias traditionnels les rend plus sensibles à ce genre de théories du complot.

Nous en informons le gouvernement et les parties prenantes. En outre, nous contribuons à des actions de sensibilisation pour renforcer la résilience sociale (voir également la publication « *Le danger caché derrière la COVID-19* » sur [vsse.be](https://vsse.be)).

Sur le sujet de la désinformation, nous travaillons de concert avec notre homologue militaire le SGRS, comme nous l'avons fait à l'approche des élections de 2019. À l'époque, nous avons travaillé en étroite collaboration pour identifier toute tentative d'ingérence de la part de puissances étrangères. Le partenariat s'est poursuivi et développé en 2020.



## L'INGÉRENCE ÉTRANGÈRE DANS L'ISLAM BELGE ?

*L'Islam en Belgique ne doit pas seulement se protéger contre l'extrémisme religieux. Certains pays tentent également de s'emparer de l'Islam belge par le biais de l'ingérence.*

Depuis des décennies, un certain nombre d'états, ont entrepris avec succès des actions visant à contrôler l'Islam belge. Si leur but n'est pas en premier lieu de nuire aux intérêts belges, leur politique étrangère agressive a un impact négatif tant sur les droits des croyants à titre individuel que sur la sécurité nationale. Dans les limites de son cadre légal, la VSSE prend les mesures nécessaires pour surveiller et combattre ce phénomène.

En premier lieu, cette forme d'ingérence étrangère porte atteinte aux droits des citoyens : la Constitution belge stipule que tout citoyen a le droit de pratiquer sa foi librement, c'est-à-dire sans interférence étrangère. En outre, un problème de respect de la vie privée peut se poser lorsque les services de renseignement de ces pays recueillent clandestinement des informations sur la gestion des mosquées, les imams et les croyants.

Le cœur du problème est que l'organisation et la ligne idéologique de l'Islam institutionnel belge sont déterminées à partir de pays tiers, ce qui leur donne également le contrôle de la reconnaissance des mosquées et de la nomination du personnel religieux. Les choix ainsi opérés ne servent pas les intérêts des musulmans belges, mais ceux des puissances étrangères.

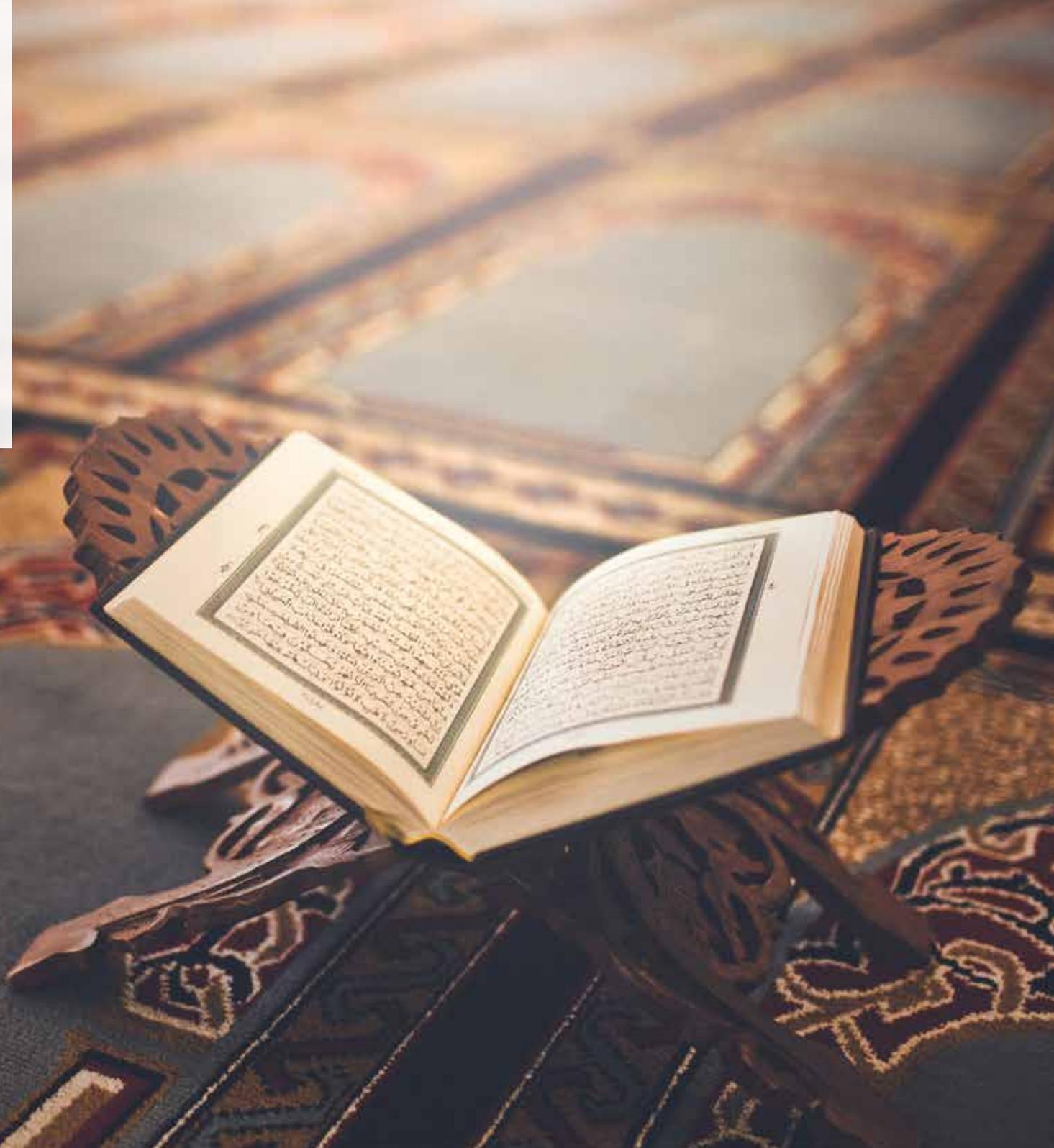
En outre, ces pays sont à la fois directement et indirectement impliqués dans la propagation de mouvements islamiques radicaux ou très conservateurs. Cela se fait de manière très directe : en favorisant activement ces courants-ci.

*La Constitution belge stipule que tout citoyen a le droit de pratiquer sa foi librement, c'est-à-dire sans interférence étrangère.*

## L'INFLUENCE DANS LES AUTRES DOMAINES POLITIQUES

La toile que ces pays tissent au sein de l'Islam belge les aide à étendre leurs réseaux au sein de la politique et des administrations belges et européennes. De cette manière, ils peuvent également influencer la politique belge et européenne dans d'autres domaines d'action.

La VSSE enquête sur ce phénomène et informe régulièrement les autorités compétentes, politiques et administratives, des résultats de ces recherches.



PROLIFÉRATION

# LA BELGIQUE, UN MAILLON DANS LA LUTTE CONTRE LA PROLIFÉRATION

LA BELGIQUE PRÉSENTE UN PROFIL  
INTÉRESSANT EN TANT QUE CIBLE  
DE LA PROLIFÉRATION

La prolifération des armes de destruction massive (ADM) nucléaires, radiologiques, chimiques et biologiques ainsi que de leurs vecteurs, par des acteurs étatiques et non étatiques, constitue une menace majeure pour notre sécurité et celle de nos alliés. Empêcher certains acteurs d'acquérir les équipements, les matériaux, les technologies ainsi que les connaissances et le savoir-faire nécessaires pour atteindre cet objectif, reste dès lors une priorité internationale. La VSSE suit cette problématique de près.

Notre position logistique ainsi que la présence d'expertise et de technologies de pointe confèrent à la Belgique un profil intéressant en tant que cible. Dans ce contexte, notre pays souscrit aux régimes de sanctions internationales imposées à certains pays à risque, en raison de leurs activités sensibles en matière de prolifération.

## MAILLON D'UNE CHAÎNE INTERNATIONALE

Dans la lutte contre la prolifération des ADM, qui s'étend par définition au-delà des frontières propres à chaque pays, la coopération internationale est essentielle. Contre toute attente, les transactions suspectes ne transitent pas nécessairement par les réseaux criminels, mais s'infiltrent dans les flux commerciaux légitimes. C'est pourquoi, il importe de pouvoir disposer de renseignements actualisés et précis afin d'évaluer correctement le risque de prolifération en termes d'utilisateur final ou d'utilisation finale. Aussi la VSSE coopère-t-elle dans ce domaine avec les différentes autorités fédérales et régionales (Douanes, services de licences, Trésor, SPF Affaires étrangères, Office des étrangers, SGRS...). Elle partage les informations pertinentes et prend des mesures afin de déjouer les tentatives problématiques d'acquisition ou de transfert de connaissances.

## LES BIENS, LES CONNAISSANCES ET LE SAVOIR-FAIRE

Le travail de notre service concerne à la fois les aspects matériels et immatériels de la prolifération, c'est-à-dire les biens, d'une part, et les connaissances et le savoir-faire, d'autre part. Nous veillons notamment à l'application de certains mécanismes de contrôle et traités internationaux. Sont généralement visés à cet égard les biens dits à **double usage** ainsi que les connaissances ou le savoir-faire qui s'y rapportent. Tant l'industrie civile que le monde universitaire peuvent faire usage de biens à **double usage**. Ces derniers peuvent toutefois aussi avoir une finalité militaire, notamment dans le cadre du développement d'ADM ou de leurs vecteurs utiles, tels que les missiles ou les drones.

## SCREENING ET SENSIBILISATION

Il existe, au sein de nos universités et instituts de recherche, certains domaines sensibles en termes de prolifération. La VSSE effectue un *screening* des étudiants originaires de pays montrant un intérêt particulier dans ce contexte.

Par ailleurs, la Sûreté de l'État s'efforce d'entraver les réseaux de prolifération et d'identifier les entités et personnes impliquées dans l'approvisionnement, le transit ou l'exportation. Le service apporte ainsi son soutien aux autorités en charge du contrôle et de l'octroi des licences. Il formule également des conseils à la demande de divers organismes fédéraux, régionaux ou autres, impliqués dans la lutte contre la prolifération. Il partage des informations avec les plateformes internationales de contrôle des exportations (armes nucléaires, missiles, armes chimiques et biologiques). Le service réalise en outre un travail préventif et de sensibilisation (*awareness raising*) au sein des entreprises et des institutions académiques. Les risques de prolifération, notamment dans les domaines aéronautique et spatial, ont fait l'objet d'une attention particulière en 2020.



## TERRORISME

# ISLAMISME ET INGÉRENCE CHEZ LES NORD-CAUCASIENS

*2020 a mis en lumière la communauté tchéchène, entre autres par rapport à l'assassinat de Samuel Paty commis par un jeune tchéchène radicalisé.*

Depuis le début des années 2000, la Belgique est une terre d'accueil pour la diaspora nord-caucasienne, majoritairement composée de Tchétchènes fuyant la guerre. Tout comme l'Autriche, la France, l'Allemagne, la Norvège, la Pologne et la Suède, notre pays accueille une importante communauté éparpillée sur son territoire : d'Arlon à Ostende en passant par Verviers, Courtrai, Gand ou Anvers, on estime leur nombre à environ 20 000.

Peu connue du grand public, la communauté tchéchène se caractérise entre autres par une solidarité et un sentiment de responsabilité collective exacerbés, une grande mobilité - les Nord-Caucasiens voyagent facilement d'une ville à une autre et d'un pays à l'autre - et une méfiance importante à l'égard des autorités - notamment héritée du passé soviétique et des deux guerres de Tchétchénie. À partir du milieu des années 2000, on y observe aussi une augmentation progressive de la religiosité et, parallèlement, une croissance de certains courants extrémistes.

### L'EMIRAT DU CAUCASE

D'une part, une partie des Tchétchènes est, ou a été, influencée par le salafisme djihadiste, principalement dans le cadre du soutien à l'insurrection en Tchétchénie incarnée, à partir du milieu des années 2000, par l'Émirat du Caucase. Vaguement liée à *Al-Qaïda*, cette organisation était focalisée contre la Russie. D'autre part, le

pouvoir tchéchène a progressivement mis en place des politiques que certains qualifient « d'islamisation soufie », notamment afin de contrecarrer le salafisme. Ces politiques, très conservatrices sur le plan des mœurs, placent la religion musulmane au centre, quitte à bafouer le droit des femmes, des minorités ou à aller à l'encontre des lois de la Fédération de Russie.

Cette double évolution a nécessairement un impact sur une partie de la diaspora en Europe pour laquelle le conflit syrien va servir de catalyseur. Dès 2012, des Tchétchènes, souvent inspirés par l'idéologie salafiste djihadiste, rejoignent la Syrie pour y mener le combat et leur nombre ne fait que croître jusqu'en 2015. S'ils sont

initialement présents dans des groupes essentiellement nord-caucasiens, la majeure partie d'entre eux rejoint ensuite l'État islamique, alors que d'autres évoluent dans la sphère d'influence du groupe *Hayat Tahrir al-Sham*.

Au sein de ce vaste contingent de plusieurs milliers d'individus, on retrouve des Tchétchènes de Belgique. Plus discrets et moins connus que d'autres *foreign fighters* belges, il représentent néanmoins 10 à 15 % des combattants partis depuis notre pays. Une poignée d'entre eux est toujours active dans le Nord-Ouest de la Syrie, mais beaucoup sont morts ou ont disparu. D'autres sont revenus en Belgique où la Sûreté de l'État assiste les autorités judiciaires dans les poursuites entamées à leur rencontre.

Cette montée de courants extrémistes ainsi que l'attraction exercée par la Syrie a également inspiré des attaques en Europe. L'assassinat de Samuel Paty perpétré en France par un jeune tchéchène a été extrêmement médiatisé. Le nombre d'attentats est très limité, mais l'assassinat en France n'est pas un cas isolé. En Belgique aussi, la participation à des actes terroristes de la part de membres de la diaspora nord-caucasienne est possible comme l'a montré l'arrestation d'un jeune d'origine tchéchène en novembre 2020, alors qu'il préparait, avec un autre individu, une attaque sur des policiers.



Drapeau officiel  
de la République Tchétchène



« Depuis la mi-2019, plusieurs assassinats ont eu lieu en Europe visant des opposants du régime »

## INGÉRENCE TCHÉTCHÈNE

D'une part, il y a la menace terroriste au sein de la diaspora tchétchène. D'autre part, il y a le danger d'ingérence. Lorsque Ramzan Kadyrov est devenu dirigeant de la Tchétchénie, au milieu des années 2000, sa mission première était de stabiliser cette petite république autonome avec le soutien de Moscou. Dans le courant des années 2010, ce premier objectif étant globalement atteint, le régime a déployé des efforts pour se projeter hors de son territoire jouant sur l'islam et l'identité tchétchène. Kadyrov se profile à la fois comme le référent musulman de la Russie pour l'étranger, mais cherche également à reprendre en main une diaspora qui compte de nombreux opposants.

Depuis la mi-2019, plusieurs assassinats ont eu lieu en Europe visant des opposants du régime. La Belgique n'est pas épargnée : le 30 janvier 2020, un résident belge

d'origine tchétchène a été assassiné à Lille (France). Sa mort rejoint celle d'autres membres de la diaspora en Europe. Si les victimes ont des profils parfois dissemblables, allant d'un ancien commandant de la rébellion à un blogueur plus ou moins connu, toutes se singularisaient par leur opposition au régime tchétchène. Ceci ravive les craintes de voir la Tchétchénie chercher à contrôler les Tchétchènes d'Europe par la peur.

Dans le cadre de ses missions de lutte contre l'extrémisme, le terrorisme et l'ingérence, la Sûreté de l'État suit un certain nombre d'acteurs Nord-Caucasiens. La Sûreté s'attache également à développer ses contacts nationaux et internationaux pour mieux comprendre, mieux informer et prendre les mesures adéquates contre l'islamisme et l'ingérence au sein de la communauté tchétchène de Belgique.

Ramzan Kadyrov



# LE TERRORISME DJIHADISTE : L'ÉVOLUTION

La chute de l'enclave syrienne de Baghouz en mars 2019 est considérée comme la fin de l'État islamique en tant qu'unité territoriale. Ainsi, le soi-disant califat a disparu et le terrorisme djihadiste international a perdu un pôle d'attraction majeur. Lentement mais sûrement, la question ne mobilise plus l'attention du public et l'impression s'est créée que cette forme de terrorisme n'existait plus.

Une fausse impression : la menace s'est diversifiée ; elle est plus diffuse. Conséquence pour la société, une série de nouveaux défis, auxquels notre pays a dû faire face à plusieurs reprises.

### CARACTÉRISTIQUES

#### > Le terreau du radicalisme continue d'exister

Le terrorisme djihadiste ne surgit pas de nulle part. Il s'agit d'une manifestation extrême et plutôt exceptionnelle du radicalisme qui est présent dans certaines parties de notre société. Le terreau dans notre pays n'a pas fondamentalement changé depuis la période précédant la crise en Syrie et en Irak. Le tableau n'en est que plus complexe.

#### > Conséquences du conflit en Syrie et en Irak

La guerre en Syrie et en Irak a attiré des personnes du monde entier. Les séquelles se feront sentir pendant quelques années encore. Cela vaut également pour la Belgique, qui a enregistré l'un des plus forts taux de migration par habitant dans la zone de conflit.

### OÙ SE SITUENT LES FTF ?

#### • *Foreign Terrorist Fighters (FTF)* sur le terrain et leurs réseaux

Un nombre limité de FTF belges sont encore présents en Syrie dans les zones contrôlées par des organisations liées à Al-Qaïda, comme à Idlib. D'aucuns n'ont plus donné signe de vie depuis longtemps et soient pour la plupart probablement décédés, sans que les services belges ou les organisations partenaires puissent recueillir des informations permettant de confirmer leur décès. Il reste donc possible que certains d'entre eux soient encore en vie.

En 2020, la plupart des survivants FTF belges se trouvant dans la zone de conflit sont déjà en prison (les hommes) ou dans des camps gérés par les Kurdes syriens (les femmes et les enfants). L'instabilité et l'insécurité de cette région obligent les services belges à rester vigilants afin de détecter à temps les mouvements, libérations ou évasions de ressortissants belges et de se préparer à leur éventuel retour (en 2020, cela ne s'est pas produit).

#### • *Returnees*

Depuis le début du conflit, plus de 130 personnes sont retournées en Belgique. Elles étaient en majorité membres d'une organisation terroriste sur le terrain ou du moins résidaient en territoire contrôlé par de tels groupes. Ces personnes font l'objet d'une attention constante de la part des services de renseignement et de sécurité de notre pays. Cependant, la plupart ne se sont pas manifestées depuis leur retour. Une petite minorité, néanmoins, est réapparue dans des dossiers concernant le radicalisme ou le terrorisme. Entre-temps, un certain nombre de femmes belges ainsi que leurs enfants ont été rapatriés des camps vers la Belgique.

#### • *Personnes condamnées pour terrorisme et personnes radicalisées*

La justice belge a condamné de nombreux rapatriés à des peines de prison. En outre, ces dernières années en Belgique, un nombre élevé de personnes ont également été condamnées pour des infractions terroristes : diffusion de propagande terroriste, recrutement, soutien financier ou logistique, voire préparation d'un attentat. En 2020, notre service a aussi traité plusieurs dossiers dans chacune de ces catégories, une tendance qui semble se poursuivre en 2021.



### • Les conséquences des condamnations

Le nombre élevé de détenus pour terrorisme dans les prisons belges crée de nouveaux risques pour l'avenir. D'une part, certains de ces prisonniers influencent d'autres prisonniers, ce qui peut conduire à une radicalisation. D'autre part, il y a le problème de leur libération et la question de savoir si le risque qu'ils représentent peut être correctement évalué. Quoique la poursuite/le suivi juridique s'arrête à la fin de la peine (lorsqu'elle a été entièrement purgée), les différents partenaires restent attentifs. La plupart des prisonniers condamnés pour terrorisme restent sur la liste de l'OCAD en tant que prédicateurs de haine, extrémistes potentiellement violents ou autres (voir encadré). Une approche au cas par cas est également discutée lors des réunions de la task force locale (TFL) ou de la cellule de sécurité intégrale locale (CSIL).

## RÉFUGIÉS

La crise en Syrie et en Irak a entraîné une augmentation des demandeurs d'asile en provenance de cette région, dont la plupart ne représente pas un risque pour notre sécurité. Cependant, notre service a déterminé ces dernières années que parmi ces individus certains avaient commis des actes répréhensibles au nom de l'EI ou d'autres organisations terroristes dans leur pays d'origine. D'autres réfugiés ont commis des crimes terroristes après leur arrivée dans notre pays et sont donc sur le radar.

## L'HÉRITAGE DURABLE DE LA PROPAGANDE, DES MANUELS ET DES RÉSEAUX DE SYMPATHISANTS

L'IS, et dans une moindre mesure Al-Qaïda, ont diffusé une propagande massive ces dernières années et ont construit une forte présence en ligne. Malgré toutes les mesures, cette propagande reste répandue et facile à trouver. Le soi-disant califat a peut-être été vaincu, mais il est bien vivant sur internet et son message extrémiste touche toujours un large public. En fait, nous constatons de plus en plus que cette propagande, ainsi que les manuels en ligne, jouent un rôle dans les dossiers de menace. En outre, il est encore facile d'atteindre des personnes partageant les mêmes idées via des applications de chat et des médias sociaux, ce qui crée des réseaux fermés.

### > L'impact de la pandémie

Le *lockdown* et d'autres mesures ont entraîné un nouveau glissement du monde réel vers le monde en ligne. Dans le milieu djihadiste aussi. Les réseaux fermés et les médias sociaux, y compris les algorithmes, renforcent les messages radicaux, ce qui, dans certains cas, semble accélérer le processus de radicalisation. Cela élargit le champ dans lequel nous essayons d'évaluer la menace.

## LES CINQ CATÉGORIES DE LA BASE DE DONNÉES COMMUNE (BDC)

La banque de données commune (BDC) contient les noms de tous les extrémistes et terroristes connus de notre pays. À l'heure actuelle, on distingue cinq catégories d'extrémistes qui ont des liens étroits avec la Belgique (voir [ocam.belgium.be](http://ocam.belgium.be)) :

- > **Foreign Terrorist Fighters (FTF)** : personnes qui sont parties vers une zone de conflit dans le but de se rallier à un groupe terroriste, ou qui en reviennent ainsi que les personnes qui ont été empêchées de partir ou qui ont l'intention de le faire ;
- > **Homegrown Terrorist Fighters (HTF)** : personnes qui n'ont pas l'intention de partir pour rejoindre une organisation terroriste à l'étranger, mais qui choisissent de commettre des actions terroristes en Belgique ou qui offrent leur soutien ;
- > **Propagandistes de haine (PH)** : personnes voulant justifier le recours à la violence à des fins idéologiques, ainsi qu'exercer une influence radicalisante sur leur entourage et nuire à l'État de droit ;
- > **Extrémistes Potentiellement Violents (EPV)** : personnes avec des conceptions extrémistes qui ont une intention de recourir à la violence, sans pour autant avoir entrepris des démarches concrètes à cette fin ;
- > **Personnes condamnées pour terrorisme (PCT)** : personnes condamnées, internées ou faisant l'objet d'une mesure de protection pour terrorisme en Belgique ou à l'étranger.

# IMPACT DE LA CRISE CORONA SUR LES MÉTHODES DE RENSEIGNEMENT

En 2020, les demandes de données télécoms étaient toujours une méthode de renseignement populaire à la VSSE. La récupération des données bancaires était elle aussi en hausse.

Les mesures Corona ont eu un impact sur à peu près toutes les facettes de la société, y compris sur l'utilisation des méthodes de renseignement. Par exemple, le confinement a rendu les cibles de la Sûreté de l'État moins mobiles, ce qui a eu des conséquences opérationnelles sur certaines des méthodes utilisées

par la VSSE pour recueillir des renseignements. Plus précisément, on a réalisé moins de filatures avec des moyens techniques et le nombre de perquisitions et d'observations dans des espaces privés a également diminué de manière significative.

Cependant, le traitement des données bancaires a augmenté. L'extraction des métadonnées de télécommunications, c'est-à-dire les données relatives au trafic entre différents acteurs, est restée à peu près au même niveau qu'en 2019.

Il n'est pas exclu qu'une méthode demandée, qui a été approuvée, ne soit pas utilisée. Par exemple, une observation dans un espace privé, telle qu'une maison, peut à plusieurs reprises être impossible à effectuer parce qu'il y a toujours quelqu'un présent dans la maison. Il se peut alors que la méthode doive faire l'objet d'une nouvelle demande, ce qui aura une incidence sur les chiffres.

## BIM (MÉTHODES SPÉCIALES DE RENSEIGNEMENT) CHIFFRES GÉNÉRAUX 2020



Nombre de fichiers  
méthodes régulières :

5 209

> Dont identification télécom :  
5123

Nombre total de dossiers sur les méthodes BIM (spécifiques et exceptionnelles) :

1 038



SPÉCIFIQUE

Nombre de fichiers  
méthodes spécifiques (BIM) :

756

> Dont extraction de données  
télécom : 524



EXCEPTIONNEL

Nombre de dossiers utilisant  
des méthodes exceptionnelles (BIM) :

282

> Nombre de dossiers impliquant des  
données financières : 86



BIM

Dont BIM sur  
les professions protégées :

17 (1,64 %)

## AU FAIT, C'EST QUOI DÉJÀ LES MÉTHODES SPÉCIALES DE RENSEIGNEMENT (OU BIM) ?

Les méthodes de renseignement de la Sûreté de l'État (VSSE) peuvent varier considérablement. Elles peuvent aller de l'identification d'un numéro d'appel à l'utilisation d'une méthode d'écoute dans un espace privé. La VSSE utilise 28 méthodes différentes. Nous distinguons les méthodes dites « normales » (par exemple, la demande de données d'identification d'un téléphone), les méthodes « spécifiques » (par exemple, la filature) et les méthodes « exceptionnelles » (par exemple, les écoutes téléphoniques).

La règle générale est la suivante : plus une méthode est intrusive, plus elle est soumise à un contrôle approfondi. Les méthodes spécifiques et exceptionnelles de collecte de renseignements (les méthodes spéciales de renseignement ou BIM) sont les plus intrusives.

La Commission BIM (une commission de trois magistrats présidé par un juge d'instruction) évalue les demandes de méthodes a priori, le Comité R a posteriori. Le Comité R et la Commission BIM peuvent également mettre fin à une méthode à tout moment sur une base ad hoc.

## COORDONNÉES BANCAIRES

De plus en plus de données sont demandées sur les comptes, les transactions et les transferts d'argent, c'est largement dû à la grande qualité des données fournies par la Banque nationale (BNB). Auparavant, la BNB se limitait à une mise à jour annuelle des données d'identification des titulaires et des mandataires. Aujourd'hui, ces informations sont mises à jour presque quotidiennement. Par conséquent, la VSSE obtiendra d'abord de la BNB des informations sur un titulaire et ses éventuels comptes, puis demandera les données de transaction à la ou aux banques concernées.

Demander des données de transaction à la Banque nationale est une méthode de renseignement exceptionnelle - elle est très intrusive. Après un contrôle de qualité interne et l'approbation de l'Administrateur général, la demande est soumise à la Commission BIM pour avis. Cette dernière évalue la légalité, la subsidiarité et la proportionnalité de la méthode demandée. Ce n'est que sur la base d'un avis unanime préalable des trois magistrats de la Commission BIM, que le responsable de la VSSE peut autoriser la méthode. La méthode est vérifiée a posteriori par le Comité de suivi permanent et la mise en œuvre de cette méthode et de toutes les autres méthodes exceptionnelles en cours est évaluée toutes les deux semaines dans un rapport à la Commission BIM.

## DONNÉES TÉLÉCOM ET MÉTADONNÉES ÉLECTRONIQUES

Les données télécoms, telles que l'interception des communications ou la récupération des métadonnées (par exemple, le trafic téléphonique d'une cible), restent des méthodes de renseignement populaires. Mais avec l'utilisation croissante d'applications *over-the-top*, telles que Skype et WhatsApp, les données issues de la téléphonie traditionnelle deviennent moins intéressantes. Jusqu'à présent, les fournisseurs de « nouveaux » médias - bien qu'opérant en Belgique - ne se sentent pas tenus par les lois belges ou européennes. Néanmoins, une jurisprudence existe et tant les tribunaux que les services de renseignement peuvent se référer aux jugements rendus dans une affaire contre Yahoo ! et une affaire contre Skype. Dans la pratique, cependant, nous obtenons toujours peu d'informations.

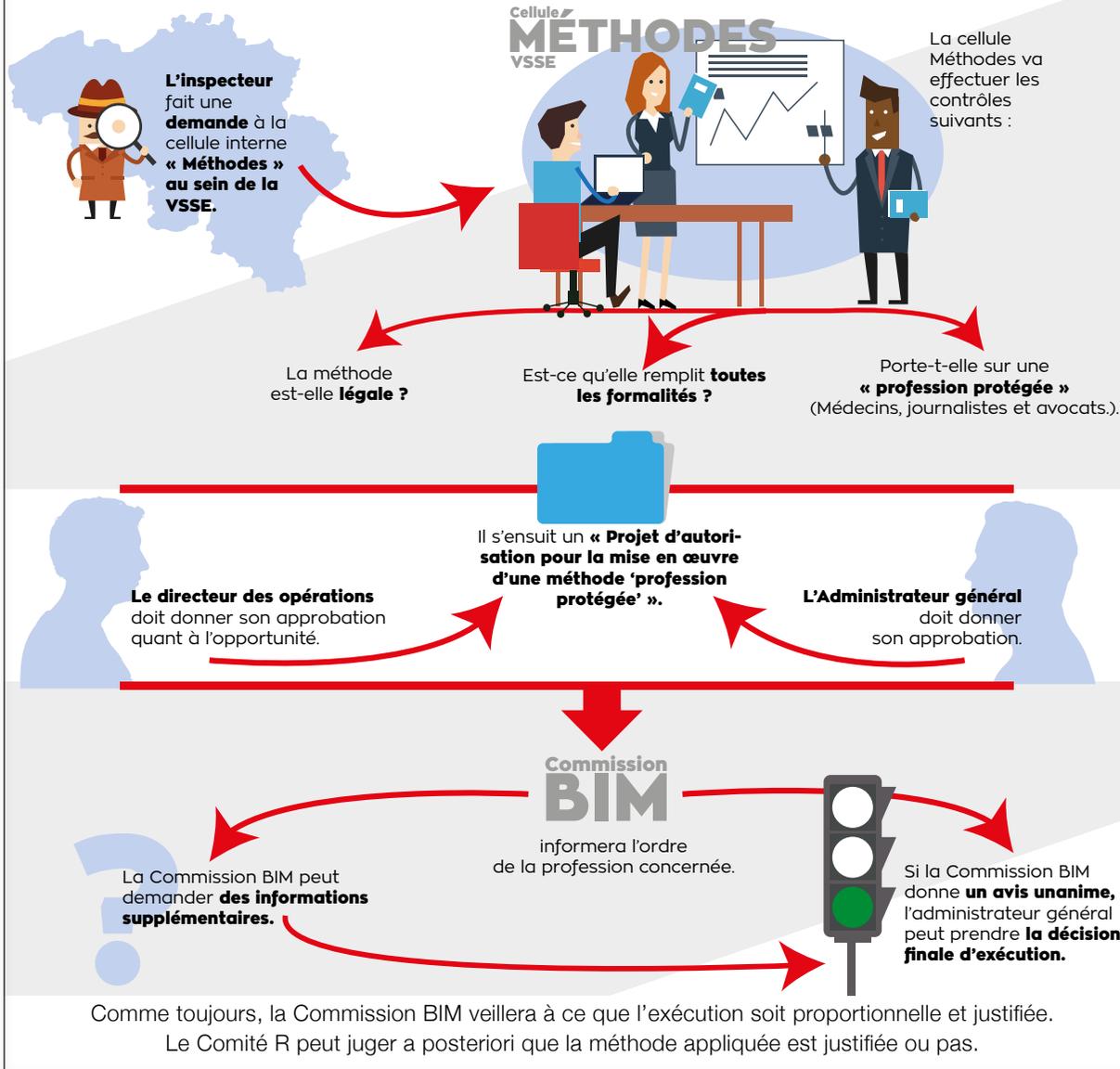
## VOYAGES ET DONNÉES SUR LES DÉPLACEMENTS

En 2020, un certain nombre de procédures ont été introduites qui nous permettent de demander plus facilement des informations sur les déplacements (BELPIU, *Belgian Passenger Information Unit*).

## FREINS ET CONTREPOIDS - PROFESSIONS PROTÉGÉES (EX. AVOCAT)

Lorsqu'une méthode BIM est utilisée, la question se pose du secret professionnel des avocats, des médecins et des journalistes. La loi a prévu une procédure spéciale pour ces métiers dit "protégés".

Exemple : une source confiée à un inspecteur qu'un avocat d'origine étrangère travaille clandestinement pour un service de renseignement étranger. En tant qu'avocat, il jouit d'une certaine réputation dans la diaspora. L'inspecteur demande une méthode exceptionnelle : est-ce que l'avocat a reçu de l'argent de la puissance étrangère ?



En d'autres termes, les méthodes ne sont mises en œuvre qu'après avoir passé un test interne. Au sein de la VSSE, une section distincte et centrale, la « Cellule Méthodes », est chargée de cette tâche.

La « Cellule Méthodes » agit comme un contrôleur de qualité interne. Pour les opérations plus complexes, elle met en place une structure de consultation et conseille à la fois les demandeurs et les exécutants des méthodes.

Supposons qu'une observation doive être effectuée dans un espace privé. Toutes les options possibles doivent être envisagées : que se passe-t-il si la porte doit être démontée ? Quelles sont les conséquences juridiques ? Quelles méthodes spéciales doivent être utilisées ? À ce stade, la Cellule Méthodes fait office de liaison entre la Commission BIM et les exécutants de la méthode.

Les procédures peuvent être lourdes. C'est important : pour le citoyen, elles constituent la garantie que les méthodes intrusives qui portent atteinte à la vie privée sont appliquées conformément aux principes juridiques de **proportionnalité** et de **subsidiarité**. Pour la subsidiarité, la « cellule méthodes » vérifiera si la méthode est absolument nécessaire pour atteindre l'objectif. L'intrusion dans la vie privée doit également correspondre à la gravité de la menace. C'est ce qu'on appelle la proportionnalité.

# ADAPTATIONS NÉCESSAIRES À LA LOI ORGANIQUE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

*Afin de s'aligner sur l'évolution des menaces et du monde, dans lequel les services de renseignement évoluent, la loi organique des services de renseignement et de sécurité est régulièrement remise à jour.*

**DES PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS LÉGISLATIVES DOIVENT RENDRE LE TRAVAIL PLUS EFFICACE**

**Voici les plus importantes :**

## 1) Une base légale pour les agents virtuels et leurs infractions

Actuellement, les services de renseignement peuvent déjà demander l'autorisation de commettre certaines infractions lorsqu'ils mettent en œuvre les méthodes de collecte de données les plus intrusives (écoutes, inspection de domicile,..). En dehors de ce cadre par contre, lorsqu'il travaille dans le monde virtuel, un collaborateur ne peut pas commettre d'infraction. Sur la toile, il est contraint d'être spectateur passif. En effet, la moindre activité demanderait d'éventuellement enfreindre la loi : apologie du terrorisme, diffamation, propos racistes,... En étant simple « spectateur », les agents se font détecter et exclure des groupes qui diffusent du contenu menaçant notre démocratie, par manque de crédibilité des commentaires liés à leurs profils.

Pour remédier à ce problème, les services ont proposé d'élargir la possibilité de commettre des infractions par nos agents dans ce genre de situations. Cette nouvelle méthode serait strictement encadrée par un double



contrôle, similaire à celui en vigueur pour les méthodes de collecte les plus intrusives à savoir : l'autorisation préalable de la Commission BIM et le contrôle a posteriori par le Comité R.

## 2) Un renforcement du cadre légal pour les sources humaines leur permettant de commettre des infractions

Aujourd'hui, les sources humaines, c'est-à-dire des personnes non membres des services de renseignement qui leur fournissent des informations, ne peuvent pas commettre d'infraction. Or, cette possibilité est devenue indispensable :

- > Au regard de l'élargissement du Code pénal, notamment en matière de terrorisme (ex. être actif dans un réseau de recrutement) ;
- > Afin d'assurer une position forte d'information et une crédibilité dans la collecte des informations ;
- > Pour garantir leur propre sécurité.

Par conséquent, une initiative législative a été prise afin de permettre aux sources humaines, en respectant des conditions rigoureuses et plusieurs niveaux de contrôle stricts, de pouvoir commettre des infractions. Actuellement, le projet a été lancé en vue d'un accord politique.

# JEUX DE RÔLES ET E-LEARNING

*La force d'un service de renseignement vient de ses collaborateurs. Par contre, tout aussi essentielle est leur formation. Une grande partie des formations a été repensée et correspond dès lors mieux aux nouvelles exigences. Une partie a été digitalisée.*

La formation des membres du personnel est un élément essentiel au bon fonctionnement d'un service de renseignement. C'est notamment le cas des inspecteurs qui, dans leur travail quotidien sur le terrain, doivent pouvoir s'appuyer sur une série de compétences spécialisées. Ils ne les apprennent pas au collège ni à l'université. Ils sont formés au sein du service.

**POUR DE NOMBREUX AGENTS, LA FORMATION, SUIVIE EN GROUPE À LEUR ENTRÉE EN FONCTION, CRÉE DES LIENS FORTS QUI PEUVENT DURER DE NOMBREUSES ANNÉES**

En accord avec le changement imprimé par la direction générale, les formations ont évolué.

## 1) Traitement des sources

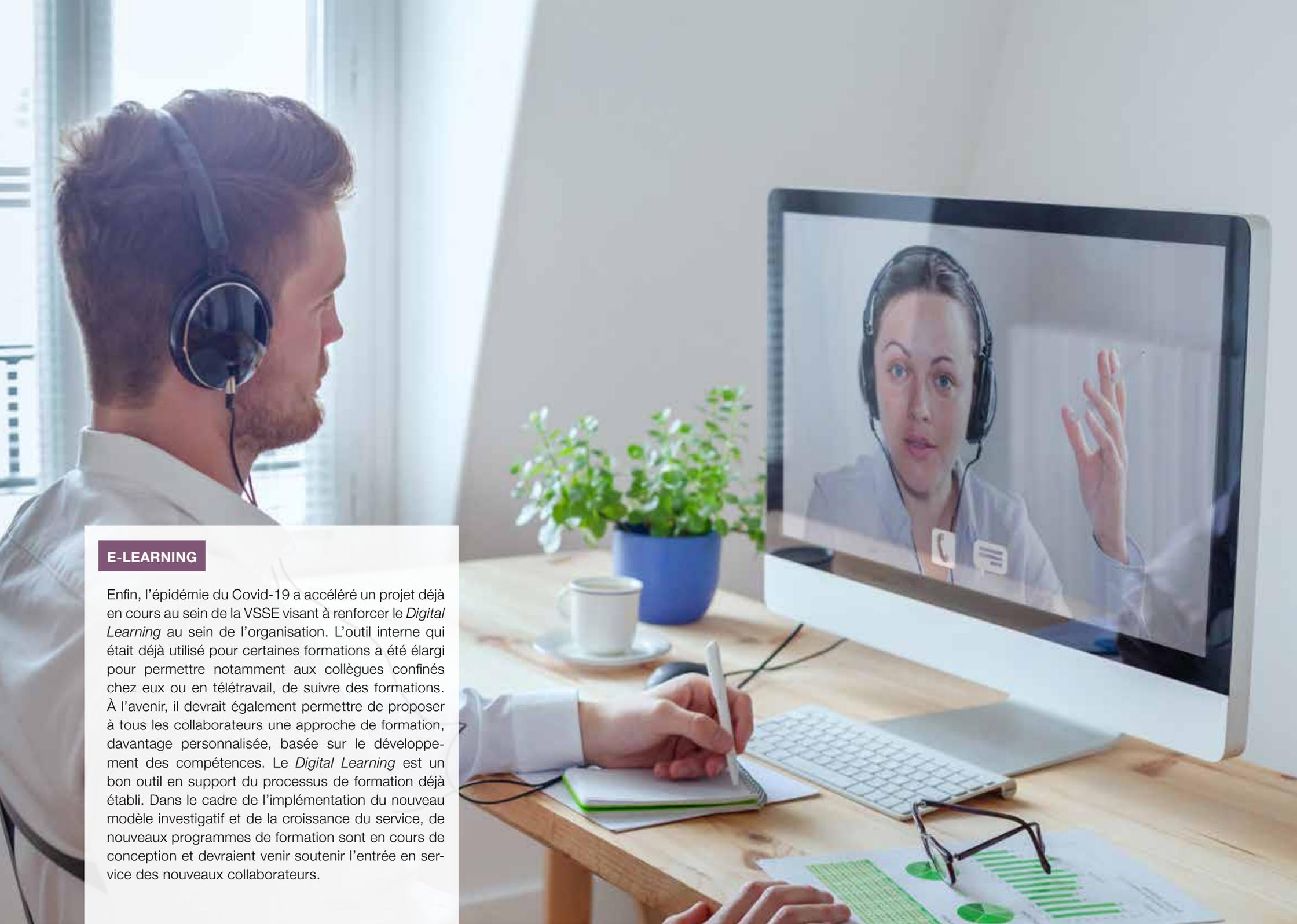
Certaines formations ont été complètement repensées. C'est le cas de celle des officiers traitants qui est désormais, selon une directive du Conseil National de Sécurité, une exigence pour pouvoir exercer la fonction. Cette formation est désormais beaucoup

plus axée sur les challenges quotidiens que vivent les officiers de renseignement en contact avec les précieuses sources humaines du service. Des jeux de rôle dans des conditions réelles doivent permettre aux futurs officiers traitants de gagner en maîtrise. La formation se clôture par un *assessment* qui permet de garantir que le niveau de maîtrise requis est atteint.

## 2) Programme de formation de base

Le programme de formation de base de tous les officiers de renseignement qui rejoindront le service dans le futur a également été profondément retravaillé. Cette initiative se fonde notamment sur une enquête qualitative menée auprès de plus d'une centaine de collègues, qui a permis de réaliser de nombreuses améliorations pratiques. Le stage se veut également plus compact, ceci dans l'optique du renforcement de personnel prévu par l'accord de gouvernement, ce qui permet un flux plus rapide.





## E-LEARNING

Enfin, l'épidémie du Covid-19 a accéléré un projet déjà en cours au sein de la VSSE visant à renforcer le *Digital Learning* au sein de l'organisation. L'outil interne qui était déjà utilisé pour certaines formations a été élargi pour permettre notamment aux collègues confinés chez eux ou en télétravail, de suivre des formations. À l'avenir, il devrait également permettre de proposer à tous les collaborateurs une approche de formation, davantage personnalisée, basée sur le développement des compétences. Le *Digital Learning* est un bon outil en support du processus de formation déjà établi. Dans le cadre de l'implémentation du nouveau modèle investigatif et de la croissance du service, de nouveaux programmes de formation sont en cours de conception et devraient venir soutenir l'entrée en service des nouveaux collaborateurs.

# VERS UN RÉSEAU ICT PLUS SÛR, PLUS RAPIDE, PLUS EFFICACE

*Ces dernières années, la Sûreté de l'État a investi massivement dans un renouvellement et une refonte globale de sa plateforme ICT, laquelle se greffera sur un nouveau modèle de recherche.*



Après les attentats de Zaventem et Maelbeek, l'enveloppe interdépartementale (IDP) Terro a débloqué 22,5 millions d'euros pour renouveler l'infrastructure ICT obsolète de la VSSE et redessiner l'environnement ICT global. Face à la révolution numérique, à la croissance explosive des médias sociaux et à l'échange d'informations toujours plus rapide, la VSSE a dû rattraper son retard technologique pour atteindre un niveau similaire à celui des services de nos partenaires européens.

L'accent a été mis principalement sur **l'infrastructure, le stockage et les réseaux**. Concrètement, une partie du matériel a été renouvelée : les ordinateurs du personnel et les serveurs ont été remplacés. Un début de révision de l'environnement ICT global et de la gestion de l'information a également été entrepris, ces deux éléments étant nécessaires pour remplir les tâches de renseignement plus efficacement qu'auparavant.

On peut distinguer **deux axes** dans la réforme des ICT. Tous deux touchent à la mission essentielle de la Sûreté de l'État : le premier concerne **la collecte d'informations de base**, le second **la gestion et le traitement des données collectées**.

> Pour l'exploitation des données auxquelles la VSSE a accès, **une plateforme est en cours de développement** qui organisera **la gestion de ces données**. L'objectif est que les recherches soient plus rapides, plus sûres et plus efficaces. Actuellement, les recherches sont encore souvent semi-manuelles.

> Un second volet, destiné à traiter l'ensemble des données collectées par la VSSE, consistera en **la création d'une plateforme informatique**. Ainsi, les milliers de documents et les grandes quantités de données reçues seront stockés, intégrés et traités de manière centralisée.

## NOUVEAU MODÈLE D'INVESTIGATION

**Parallèlement à la réforme des ICT et afin de garantir une efficacité maximale, les processus de la VSSE - sa manière de travailler - seront également entièrement revus et un nouveau modèle d'investigation sera introduit.**

Il doit notamment permettre :

- > de gérer des volumes ;
- > de contrôler la masse de données reçues quotidiennement, de la manière la plus efficace possible ;
- > de hiérarchiser ;
- > de consacrer les ressources du service aux cas ayant le plus grand impact humain et économique ;
- > de répondre à la nécessité d'objectiver les choix en fonction de critères objectifs prédéfinis ;
- > la nécessité de travailler par objectifs afin que nous puissions répondre plus rapidement aux nouvelles menaces.

Dans le cadre des campagnes de recrutement effectuées en 2021, les profils qui seront intégrés dans le nouveau modèle d'investigation ont été pris en compte.